Numéro 13

SYNTHESE TRIMESTRIELLE DES CONJONCTURES ULTRAMARINES - JUIN 2008

CONJONCTURE OUTRE-MER

1er trimestre 2008 : une activité globalement bien orientée, mais quelques signes d'inquiétude…

L'activité économique ultramarine apparaît toujours dynamique en ce début d'année 2008, avec en particulier une progression de l'investissement des entreprises. Toutefois, plusieurs indicateurs se sont dégradés par rapport à 2007, signes avant-coureurs d'un éventuel infléchissement de la conjoncture. Dans les DOM, le nombre de demandeurs d'emploi s'est accru, alors qu'il ne cessait de baisser ces dernières années et l'inflation s'est accélérée, même si elle reste globalement inférieure au rythme observé en métropole. Par ailleurs, l'indicateur de climat des affaires, calculé sur la base des enquêtes de conjoncture des Instituts d'émission, témoigne d'une activité économique plus mitigée aux Antilles et en nette dégradation en Polynésie française.

Une tension sur les prix moins marquée dans les économies domiennes qu'en métropole

Le décrochage enregistré en octobre dernier, faisant passer le taux de croissance de l'indice des prix à la consommation pour la France entière au-dessus de celui observé dans les économies ultramarines, s'est poursuivi sur les quatre premiers mois de l'année 2008, avec une inflation de 3 % pour la France entière contre 2,6 % en moyenne enregistré dans les quatre départements d'outre-mer et les collectivités du Pacifique.

Cette meilleure performance domienne résulte pour l'essentiel de la bonne maîtrise de l'inflation à La Réunion (1,9 %), compte tenu du poids économique de ce département dans l'indice domien.

Si l'on affine l'analyse en descendant au niveau des produits dont les prix entrent dans l'indice, l'écart avec la métropole s'explique principalement, dans un contexte d'augmentation généralisée du cours des matières premières, par une hausse du prix des produits pétroliers plus importante en métropole que dans les DOM (19 % contre 7 %), où ces prix restent administrés.

A l'exception de la Réunion, l'ensemble des départements et collectivités d'outre-mer ont connu des niveaux d'inflation supérieurs ou équivalents à ceux observés au cours de la même période de l'année précédente. Toutefois, cette maîtrise apparente de l'inflation à la Réunion serait le résultat d'une baisse significative du prix des produits frais (-23 % entre avril 2007 et avril 2008) en raison des hausses d'avril de 2007 dues au passage du cyclone *Gamède*.

Variation de l'indice des prix à la consommation en avril 2008 (sur 12 mois)

	Ensemble	Hors produits frais et énergie
Guadeloupe	2,3%	2,2%
Guyane	3,4%	2,6%
Martinique	3,3%	2,7%
Réunion	1,9%	2,6%
Moyenne des 4 DOM*	**2,5%**	
Mayotte	4,7%	-
SPM	5,8%	-
Nouvelle-Calédonie	3,2%	
Polynésie française	2,6%	
COM Pacifique*	**2,9%**	
Outre-mer*	**2,6%**	
France entière	**3,0%**	2,0%**

Source : INSEE

* Moyenne pondérée par la consommation finale des ménages

**Inflation sous-jacente

Une légère dégradation de l'emploi au premier trimestre 2008

Après une année 2007 marquée par une baisse significative du taux de chômage dans les départements d'outre-mer (22,8 % en moyenne en juin 2007 contre 25,9 % en juin 2006), le début de l'année 2008 révèle une légère dégradation du marché de l'emploi au regard de l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi de 3,7 % sur les trois premiers mois de l'année. Cependant, en rythme annuel les résultats demeurent encourageants avec une baisse de plus de 4 % du nombre de demandeurs d'emploi à fin mars 2008.

Demandeurs d'emploi en fin de mois catégorie 1

	mars-08	Variation sur 12 mois	Variation sur 3 mois
Guadeloupe	41 013	-5,8%	0,8%
Martinique	33 510	-4,1%	3,2%
Guyane	11 491	-3,4%	6,3%
Réunion	55 590	-3,2%	5,7%
DOM	141 604	-4,2%	3,7%
Saint-Pierre et Miquelon	352	5,1%	12,8%
France métropolitaine	1 905 264	0,8%	-1,9%

Source : DARES, ANPE

Dans les COM du Pacifique, le marché de l'emploi demeure favorable en Nouvelle-Calédonie, en raison d'une forte hausse des offres d'emploi parues au premier trimestre (+ 16 %) et d'une baisse continue du nombre de demandeurs d'emplois (7 537 au premier trimestre 2008 contre 7 923 au premier trimestre 2007, soit une baisse de 4,9 %).

Cependant, la Polynésie française a connu une légère contraction de l'offre d'emploi avec une diminution de 1,1 % de l'indice général de l'emploi salarié sur les trois premiers mois de l'année. Cela résulte notamment du faible dynamisme dans les secteurs de la construction, du commerce, de l'hôtellerie et de la restauration. Seul le secteur de l'industrie a enregistré une hausse de l'emploi depuis le début de l'année (+ 3,3 %).

En métropole, le marché de l'emploi a enregistré de bonnes performances, avec une réduction de 1,9 % du nombre de demandeurs d'emploi, établissant ainsi le taux de chômage à 7,8 % en mars 2008, contre 8,2 % en mars 2007.

La zone Atlantique

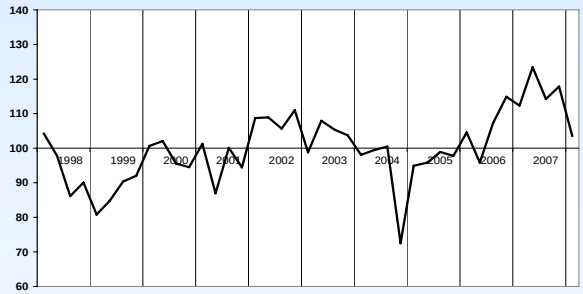
Guadeloupe : un ralentissement après une année 2007 dynamique

Avec une consommation des ménages en baisse, la conjoncture guadeloupéenne au premier trimestre 2008 a été morose. L'ensemble des secteurs est concerné, à l'exception des services aux entreprises et du tourisme.

Le secteur du BTP enregistre en particulier un fléchissement de son activité. La consommation de ciment et le nombre d'attestations de conformité de logements neufs ont chuté respectivement de 3,6 % et de 5 % en données cvs. Outre l'achèvement d'importants chantiers sur l'année 2007, les professionnels du secteur font preuve de méfiance quant à la future loi programme sur l'outre-mer qui comporterait notamment la suppression de la défiscalisation pour le logement libre. Selon l'enquête de conjoncture de l'IEDOM, l'industrie agroalimentaire et l'industrie connexe au BTP ont aussi enregistré un recul de leur volume d'affaires.

En revanche, la reprise annoncée du tourisme en 2007 s'est confirmée au premier trimestre 2008 : le nombre de croisiéristes a doublé et le trafic passagers à l'aéroport Pôle Caraïbe (hors transit) a augmenté de prés de 7 % par rapport à la même période l'année précédente.

ICA Guadeloupe

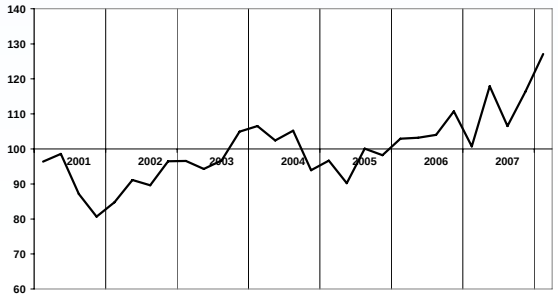


Guyane : un dynamisme soutenu par l'investissement des entreprises et des ménages

En Guyane, l'activité économique a connu une progression significative, poursuivant ainsi la forte croissance observée depuis deux ans. Le maintien des investissements des entreprises et des ménages soutient particulièrement cette tendance, malgré une consommation qui semble marquer le pas. Les recettes de l'octroi de mer se sont en effet établies à 24,4 M €, soit une baisse de 12,7 % par rapport au quatrième trimestre 2007 (mais une hausse de 3,5 % en glissement annuel). Le secteur du commerce a été pénalisé par une nouvelle grève de deux semaines au port de Dégrad-des-Cannes, dans un contexte où la durée de transit des marchandises sur le port est déjà particulièrement longue.

A l'exception des secteurs impactés par la hausse du prix des carburants (pêche et transport) et du commerce, les entreprises témoignent d'un niveau d'activité soutenu. Le secteur du BTP continue notamment de bénéficier de l'investissement immobilier des ménages et des grands chantiers en cours. De plus, les programmes de rénovation urbaine des communes de Cayenne, Kourou et Matoury offrent de nouvelles perspectives. Les volumes de ciment vendus sont en hausse de 9 % sur un an. Cette conjoncture favorable a bénéficié à l'industrie, aux services et au tourisme, dont l'activité a été portée par les fêtes du carnaval. Le trafic des passagers à l'aéroport a augmenté de 6,3 %. Le secteur spatial n'a quant à lui connu qu'un seul lancement de fusée au premier trimestre.

ICA Guyane



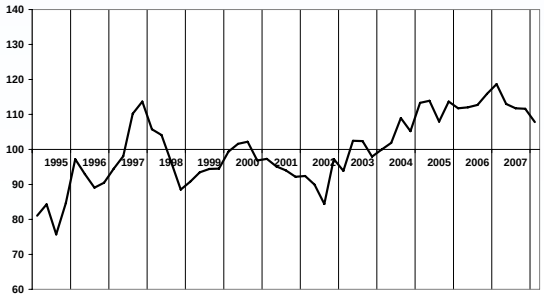
Martinique : le repli de l'activité se confirme dans les secteurs de la construction et du tourisme

Au premier trimestre 2008, la conjoncture martiniquaise est mitigée, avec une consommation et un investissement en retrait. Les importations de produits de consommation courante, les immatriculations de véhicules neufs et le chiffre d'affaires de la grande distribution s'inscrivent en baisse respectivement de 8 %, 13,7 % et 7 % sur les trois premiers mois de l'année. Cependant, les secteurs des services et de l'industrie (notamment agroalimentaire) ont bénéficié d'une conjoncture favorable.

Le trimestre s'est en outre caractérisé par un climat social difficile (grève des dockers et des employés de Banamart, mouvements sociaux dans l'Education Nationale), engendrant ainsi des perturbations, notamment dans la filière banane. La reprise progressive des expéditions dans ce secteur est toutefois encourageante dans un contexte de raffermissement des prix à l'exportation (+ 26 % en un an). Les premiers résultats de la campagne cannière ont en revanche pâti de conditions météorologiques défavorables.

Pour le troisième trimestre consécutif, le repli de l'activité se confirme dans le secteur de la construction. Le nombre d'attestations de conformité octroyées à des logements neufs a en effet chuté de 19,4 %, et la préparation de la future loi programme sur l'outre-mer a comme ailleurs suscité des inquiétudes. Enfin, les difficultés persistent dans le secteur touristique. Le taux de remplissage des chambres, bien que satisfaisant (72 %), s'inscrit en recul de 7,6 % sur un an. Les tarifs des prestations hôtelières ont été revus à la hausse dans la grande hôtellerie et le nombre de passagers enregistrés à l'aéroport Aimé Césaire a chuté de 0,4 %.

ICA Martinique



La zone océan Indien

Réunion : une croissance portée principalement par la commande publique

Dans le sillage de 2007, le premier trimestre 2008 se caractérise par une croissance solide à la Réunion. L'investissement public continue de tirer l'économie, grâce notamment aux grands travaux de réaménagement du territoire réunionnais.

Après avoir marqué le pas en fin d'année 2007, la croissance de la consommation des ménages s'est accrue au cours du premier trimestre. Les importations de biens d'équipement du foyer ont notamment augmenté de 1 % (en données cvs). Par ailleurs, les recettes de l'octroi de mer et de la taxe sur la valeur ajoutée sont en hausse de 1,9 % et de 5,4 % par rapport au trimestre précédent (cvs). En revanche, les entreprises continuent d'adopter un comportement prudent en matière d'investissements, notamment en raison des incertitudes portant sur la future loi programme sur l'outre-mer. La légère augmentation des ventes de véhicules utilitaires et industriels neufs (+ 1,6 %), après deux trimestres consécutifs de baisse significative, de même que le repli des importations de biens d'équipement professionnels (- 12,3 %), corroborent l'évolution mesurée de l'investissement des entreprises. Consacré essentiellement à l'acquisition de logements, l'effort d'investissement des ménages tend à décélérer, en liaison avec une élévation du montant à investir due à la hausse à la fois des prix de l'immobilier et du coût du crédit.

Comme les trimestres précédents, le secteur du BTP constitue l'un des principaux moteurs de l'économie réunionnaise. Les dépenses publiques portées par les grands chantiers, de même que la construction de logements privés, ont permis une progression vigoureuse de l'activité. En outre, bien qu'en diminution par rapport à l'exercice antérieur (- 10,5 % en données cvs), les importations de ciment demeurent importantes. Le climat des affaires dans les secteurs de l'industrie manufacturière et du tourisme s'est amélioré. Depuis plusieurs mois, les indicateurs disponibles illustrent la relance du tourisme réunionnais qui avait été perturbé par l'épidémie de Chikungunya. Le nombre de passagers sur la desserte métropole – Réunion a ainsi augmenté de 13 % en glissement annuel, atteignant des niveaux comparables à ceux des mêmes trimestres de 2005 (+ 2,2 %) et de 2004 (- 0,4 %). Le taux de fréquentation cvs de l'hôtellerie classée a progressé de 67,8 % par rapport au trimestre précédent. Les gîtes ruraux et les gîtes de montagne affichent des taux d'occupation respectivement meilleur (+ 10 points) et équivalent (+ 0 point) à ceux du premier trimestre 2007.
L'industrie agro-alimentaire témoigne aussi d'un certain dynamisme, malgré la flambée des cours mondiaux des matières premières agricoles (riz notamment), incitant ainsi les entreprises à augmenter leurs prix. Enfin, les services marchands et le secteur primaire connaissent une détérioration de leur climat d'affaires. L'agriculture a notamment souffert des conditions climatiques difficiles, avec une succession de périodes de forte pluviométrie. La filière fruits et légumes a été confrontée à des difficultés de commercialisation en raison d'une qualité insuffisante et de cours élevés. La pêche affiche quant à elle des résultats en progression.

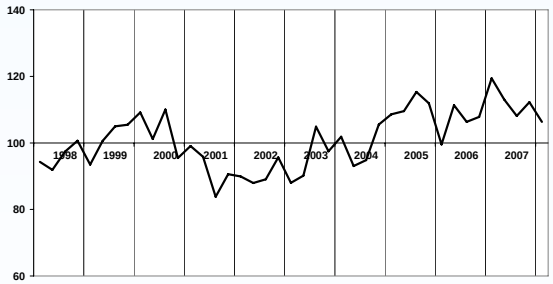
Mayotte : le dynamisme de l'investissement des entreprises

L'activité économique mahoraise se caractérise, au premier trimestre 2008, par une consommation des ménages en légère baisse par rapport au trimestre précédent. Cependant, en glissement annuel, les importations de produits alimentaires ont augmenté de 8 % et le nombre de véhicules particuliers neufs vendus s'est accru de 17 %.

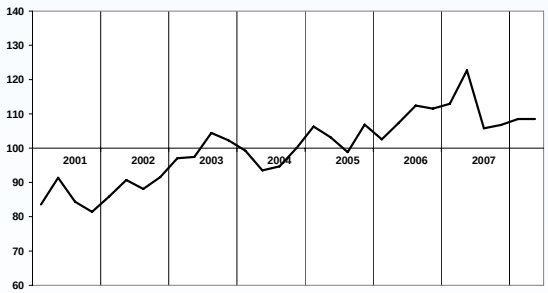
Parallèlement, les entreprises poursuivent leurs investissements. Les importations de biens d'équipement professionnel ont augmenté de 59 % sur un an, bien que l'approvisionnement maritime des marchandises reste pénalisé par les escales de transbordement à l'Ile Maurice. Après un ralentissement à la fin de l'année 2007, l'activité dans le secteur de la construction est particulièrement dynamique au premier trimestre 2008, avec une hausse des importations de ciment de 77 % sur un an. La commande publique, ralentie durant cette période électorale (élections municipales et renouvellement du Conseil Général), devrait s'accroître dans les mois à venir, notamment grâce à la signature du 13e contrat de projet (2008-2014) entre l'Etat et la Collectivité. La commande privée reste dynamique.

La situation est plus mitigée dans le secteur des services marchands et dans l'industrie, cette dernière étant directement affectée par la hausse des cours des matières premières. L'agriculture d'exportation affiche des résultats en baisse par rapport à l'année précédente et ne représentent plus que des montants insignifiants. Le secteur du commerce poursuit sa croissance, ainsi que l'activité touristique, avec une hausse de 5 % de la fréquentation de l'aéroport de Dzaoudzi par rapport au premier trimestre 2007. Cependant, les professionnels du secteur s'inquiètent des conséquences des évènements du 27 mars 2008, susceptibles de d'affecter l'image de l'île.

ICA Reunion



ICA Mayotte



La zone Pacifique

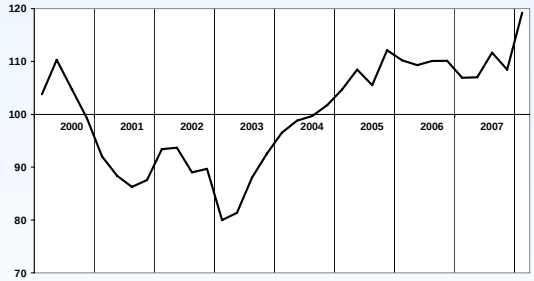
Nouvelle-Calédonie : poursuite d'un rythme d'activité soutenu

Sur le premier trimestre, la tendance générale observée en Nouvelle-Calédonie reste favorablement orientée. Ce début d'année a été marqué par les conditions climatiques inhérentes à la période ; en particulier de fortes pluies provoquées par le phénomène climatique « La Niña » ont pénalisé certains secteurs de l'économie. Les chefs d'entreprises restent cependant globalement optimistes concernant leurs perspectives pour le 2e trimestre 2008 et anticipent ainsi la poursuite de la progression de leur activité. Seuls les secteurs des mines, de la métallurgie et des services aux entreprises prévoient un recul de leur activité pour le trimestre prochain.

La consommation et l'investissement des ménages restent robustes, avec une progression de l'encours des crédits à la consommation et à l'habitat de 13,8 % en mars par rapport au premier trimestre 2007. Cependant les indicateurs de vulnérabilité se dégradent. Les investissements des entreprises quant à eux demeurent orientés à la hausse.

L'activité des secteurs de la mine-métallurgie et du BTP est restée en deçà de son potentiel, pénalisée par une pluviométrie importante entraînant des retards de chantiers. Au premier trimestre 2008, la production et les exportations de minerai de nickel ont connu un recul de près de 40 % en glissement annuel amplifié par la baisse du cours moyen du nickel au LME entre les premiers trimestres 2008 et 2007 (- 30,2 %). Enfin, le commerce, l'aquaculture et le tourisme enregistrent une progression de leurs courants d'affaires. Le nombre de touristes ayant séjourné en Nouvelle-Calédonie au premier trimestre 2008 s'établit ainsi à 25 975, en hausse sur un an de 3,8 %.

ICA Nouvelle Calédonie - hors secteur minier



Polynésie Française : un début d'année difficile

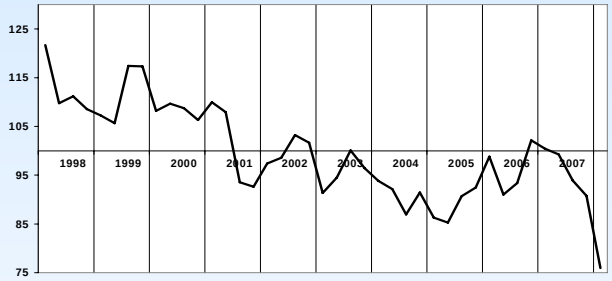
Marquée par l'accentuation des pressions inflationnistes et la dégradation du marché de l'emploi, la conjoncture économique polynésienne enregistre un ralentissement du courant des affaires, corroboré par le pessimisme des principaux chefs d'entreprises.

La consommation et l'investissement des ménages paraissent pour l'instant épargnés, comme en témoigne la croissance de l'encours des crédits à la consommation et à l'habitat à fin mars (respectivement + 10,4 % et + 7,9 %).

Mais des signaux inquiétants apparaissent avec une baisse du marché automobile (- 8,6 % des ventes neuves) et des importations de biens d'équipement ménager (- 7,5 %). La situation financière des agents économiques paraît fragilisée (+ 4 % de personnes physiques en interdits bancaires en avril). Les soldes d'opinion des entrepreneurs témoignent d'un marasme grandissant dans la plupart des secteurs. Les exportations de noni, de monoï et de perles ont reculé en moyenne de plus de 30 % en volume entre le premier trimestre 2007 et le premier trimestre 2008. La fréquentation touristique pénalisée par la baisse du dollar américain s'est inscrite également en repli de 8,9 % sur les quatre premiers mois de l'année, impactant le taux d'occupation moyen des chambres.

Seuls les dirigeants du BTP sont restés relativement satisfaits de leur niveau d'activité, bien que l'on observe une réduction importante des dépenses publiques et une diminution des importations de ciment et de bois en tonnage.

ICA Polynésie



L'indicateur de climat des affaires (ICA)

Dans le cadre de l'amélioration de l'information conjoncturelle diffusée sur les économies d'outre-mer, l'IEDOM et l'IEOM ont élaboré un indicateur synthétique du climat des affaires, suivant la méthodologie appliquée par la Banque de France pour l'analyse de la conjoncture de l'industrie en métropole, mais en l'étendant à l'ensemble des grands secteurs d'activité. Cet indicateur est établi à partir des résultats de l'enquête trimestrielle de conjoncture au moyen d'une analyse en composante principale, afin de résumer le maximum de l'information contenue dans chacune des questions de l'enquête de conjoncture. Il est centré sur sa moyenne de longue période (normé à 100, avec un écart-type de 10), afin de faciliter sa lecture.

L'indicateur de climat des affaires s'interprète de la manière suivante : plus il est élevé, plus les chefs d'entreprise évaluent favorablement la conjoncture. Un niveau supérieur à 100 signifie que l'opinion des dirigeants d'entreprises interrogés sur la conjoncture est supérieure à la moyenne sur longue période.

Pour en savoir plus : - télécharger les bulletins trimestriels de suivi de la conjoncture économique et financière ainsi que les notes expresses, les notes de l'Institut d'émission et les rapports annuels de chaque agence sur le site de l'IEDOM : **www.iedom.fr** et de l'IEOM : **www.ieom.fr**

- ou se les procurer auprès du siège à l'adresse suivante :
IEDOM-IEOM - 5 rue Roland Barthes - 75598 Paris Cedex 12

Directeur de la publication et Responsable de la rédaction : Y. Barroux - Rédacteur : OEE
Editeur et imprimeur : IEDOM
Achevé d'imprimer le 19 juin 2008 - Dépôt légal : juin 2008 - ISSN 1775-0628